

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

# **Le nouveau théâtre du capitalisme**

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : vendredi 5 dcembre 2008

---

**Revue du Mauss permanente**

---

Les interventions publiques à propos de la « crise financière » actuelle disent au fond à peu près toutes la même chose. Un système financier, qui s'est libéré de toutes les régulations et règles prudentielles, est devenu fou, aussi la seule façon de le ramener à la raison est-ce de lui dicter une ligne de conduite qu'il est incapable de se donner lui-même. Cette reprise en main est du ressort des pouvoirs publics et doit prendre désormais la forme d'une coopération massive au niveau international – relégitimation étonnante du « politique » après plus de vingt ans de mondialisation « heureuse » et de laminage néolibéral.

Cet accord sur la nature du diagnostic (voire des remèdes à apporter) rassemble aussi bien ceux qui dénoncent et depuis longtemps l'illusion du marché autorégulé que ceux qui la partagent, et qui se voient momentanément, espèrent-ils, obligés de reconnaître qu'elle n'est guère opératoire. En dépit d'une opposition politique, celle de la gauche et de la droite, les uns et les autres partagent finalement le même présupposé que nous qualifierons d'ontologique : l'extériorité de l'économie par rapport à la société ; la profondeur de la crise actuelle est l'occasion de le mettre plus en évidence et plus radicalement en question.

Dire, comme le font les économistes hétérodoxes, que cette financiarisation délirante des économies est essentiellement une stratégie des élites économiques initialement destinée à casser les acquis sociaux des régimes keynéso-fordiens et devenue un monstre échappant à ses concepteurs, est sans doute d'une grande portée critique, plus audible dans le contexte actuel qu'à l'époque, encore récente, où l'intervention publique de progrès était sacrifiée sur l'autel de la modernisation, et donc ringardisée. Mais c'est encore insuffisant pour sortir enfin de cette matrice dont l'efficacité performative structure le débat intellectuel : celle du dualisme entre l'« économie » et la « politique », naturalisant celle-là comme ce qui est nécessaire et déterminant, et condamnant celle-ci à n'intervenir que dans l'après-coup, avec une « marge de manœuvre » ô combien restreinte.

Si pendant longtemps – les années de plomb du néolibéralisme –, cette matrice penchait du côté de l'option réaliste (il faut s'adapter), il semble bien qu'aujourd'hui, au bord du gouffre, l'option volontariste soit revigorée. Le volontarisme actuel est rendu possible par la distinction une nouvelle fois ontologique, à l'intérieur de la « réalité » économique, entre un noyau dur à préserver (l'économie réelle) et son excroissance maligne à supprimer (la finance dérégulée). Il suffirait de protéger celle-là contre une telle contamination de celle-ci pour lui assurer une bonne santé. Il y a là quelque naïveté sur laquelle joue, par exemple, la présidente du Medef, Laurence Parisot, croyant dédouaner les dirigeants de l'« économie réelle », en s'élevant avec véhémence contre les « parachutes dorés ». Moralisons, disent désormais de conserve les élites, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. La dichotomie des financiers pervers et des sains patrons est cependant bien peu convaincante. Outre que la finance appartient à l'« économie réelle », la spéculation financière n'est après tout qu'une application amplifiée de la valorisation capitaliste qui règne sur l'ensemble de l'économie. Espérant seulement une rentabilité plus rapide et plus importante, la spéculation financière n'est en rien étrangère à la logique fondamentalement prédatrice de l'« économie réelle » en tant qu'elle est pour l'essentiel une économie capitaliste. Cette logique a pu être en partie endiguée durant la prospérité des « trente glorieuses », mais jamais elle n'a vraiment changé de nature.

Pour sortir des pièges du dualisme économie/société, il importe de décrire les effets du processus de valorisation capitaliste sur l'ensemble de la société ainsi que la manière dont s'articulent sous sa juridiction les différentes sphères qui la constituent. Dans les sociétés capitalistes, une activité humaine parmi d'autres, l'activité économique de valorisation du capital, est devenue la source principale (tendant à l'exclusivité) de valeur, à mesure que s'accroît la marchandisation du monde. Si bien que la norme, qui structure le système de valeurs de ces sociétés, est fournie par la logique comptable qui règle l'activité économique capitaliste. Ce pour quoi l'économie nous apparaît comme s'organisant en une sphère autonome, obéissant à des lois « naturelles », auxquelles l'action politique ne peut que

consentir. Cette autonomisation de la sphère économique, largement entérinée par les décideurs et les experts économiques, et assumée majoritairement par le discours politique, impose à celui-ci de se réfugier dans le volontarisme. La volonté politique gère les moyens que lui concède l'économie réputée autonome et pourvoyeuse à ce titre des fins, des valeurs ; elle organise les moyens en vue de la réalisation de fins déjà définies par l'économie. Autant dire que se réclamer du volontarisme politique, c'est vouer la politique à l'impuissance.

Dans ces conditions, lorsque la dimension sociale de la « crise financière » est prise en compte, c'est seulement au titre de « conséquence », de dommage collatéral. Cette victimisation des acteurs sociaux a pour principal effet, et pour principale raison, de les exclure de l'action politique. Puisque la crise est le dérèglement momentané d'un système, elle ne saurait être affaire politique sinon au titre de « pompier de service ». Cette dépolitisation orchestrée par un économisme triomphant est le signe d'une crise bien plus profonde que la crise financière. Faire de la politique suppose préalablement de replacer sous le signe de la contingence ce qui est d'abord tenu pour nécessaire. Puisque l'économisme est un processus de socialisation qui confie la normativité au déterminisme économique, les luttes de contestation ne peuvent être qu'une réappropriation de la capacité normative des acteurs de ces luttes, refusant le sort victimaire auquel on prétend les vouer.

**Michel Kail** philosophe, co-directeur de *L'Homme et la Société*

**Richard Sobel**, économiste (Université Lille 1) et directeur adjoint de *La Revue Française de Socio-Économie*